

ces de 2,5 milliards de dollars, en 1996-1997, et de 4,5 milliards de dollars, en 1997-1998. Les provinces devront aller chercher ces fonds ailleurs. Les politiques du fédéral forceront ces mêmes provinces à augmenter leur déficit ou à couper dans les services à la population, puisque les coupures dans les transferts réduisent leurs revenus de plein fouet.

Lors de la campagne référendaire, les ténors libéraux ont tenté de lier une victoire du non à la fin de l'incertitude politique et à son effet négatif sur les marchés financiers. Ils ont eu tort puisque, lors de son témoignage récent au Comité permanent des finances, le gouverneur de la Banque du Canada affirmait que l'incertitude existait, c'est-à-dire le différentiel des taux d'intérêt à long terme entre les taux américains et canadiens, et qu'elle était liée à l'incertitude engendrée par l'endettement excessif du Canada.

Permettez-moi de citer ici le gouverneur de la Banque du Canada qui, le 12 octobre 1994, affirmait: «Si, par exemple, le Canada n'avait pas une grosse dette, alors le fait qu'il y ait de l'incertitude au Québec serait préoccupant au plan social, mais ce ne serait pas inquiétant financièrement pour les investisseurs. Ce n'est qu'à cause des niveaux élevés de la dette et du déficit que l'incertitude politique ajoute une cause de préoccupation». L'incertitude politique loge bien plus à l'enseigne de l'incapacité du gouvernement libéral actuel à juguler la dette du pays qu'au fait des Québécois à se prononcer sur leur avenir collectif.

Le premier ministre du Canada devrait se rappeler que, après le rapatriement unilatéral de la Constitution de 1982, et après avoir sabordé l'Accord du lac Meech, ce n'est pas l'adoption d'une motion d'une vague reconnaissance du Québec comme société distincte, en fait une reconnaissance purement symbolique, je dirais même folklorique, sans valeur et sans portée réelle, qui va mettre fin à l'incertitude politique au Canada.

Tout chez ce gouvernement libéral sent l'improvisation, autant le comportement du premier ministre aux dernières heures de la campagne référendaire au Québec que la présentation de la mise à jour économique et financière de son ministre des Finances, le 6 décembre dernier.

En guise de conclusion, j'ajouterais que l'opposition officielle ne partage nullement l'avis de la majorité libérale concernant les progrès réalisés dans la réduction du déficit.

• (1715)

L'opposition officielle se dissocie complètement de l'approche du gouvernement libéral qui consiste à couper sur le dos des chômeurs et à pelleter son déficit dans la cour des provinces.

Pour nous du Bloc québécois, la lutte au déficit fédéral doit reposer sur les prémisses suivantes: que le gouvernement fédéral effectue des coupures supplémentaires de 1,5 milliard de dollars dans l'enveloppe budgétaire annuelle consacrée au ministère de la Défense, et ce, dès cette année; que le gouvernement fédéral révise l'ensemble des conventions fiscales signées avec des pays considérés comme des paradis fiscaux; que le gouvernement

Initiatives ministérielles

fédéral procède à une révision complète de la fiscalité en éliminant les iniquités fiscales profitant aux grandes entreprises et aux contribuables à revenu élevé; que le gouvernement fédéral mette en place un réel impôt minimum sur les profits des entreprises et que cet impôt vise uniquement les entreprises rentables qui réussissent à éviter de payer un sou d'impôt; que le gouvernement fédéral, enfin, se retire du financement d'Hibernia en rendant ses ports au secteur privé.

Le début d'une attaque réelle et sérieuse au déficit ne pourra se faire qu'à ce prix.

[Traduction]

Mme Shaughnessy Cohen (Windsor—Sainte-Claire, Lib.): Madame la Présidente, au nom de la population de Windsor—Sainte-Claire, je profite de l'occasion pour souhaiter de très joyeuses fêtes à tous les Canadiens, pour féliciter mes collègues à la veille du congé et pour les remercier de leur collaboration tout au long de l'année. Je leur offre mes meilleurs vœux, ainsi qu'à vous, madame la Présidente.

En 1993, nous avons obtenu une énorme majorité aux élections et l'électorat nous a confié un mandat de changement. Dans le comté d'Essex et Windsor, la population a voté en masse pour les libéraux. Les circonscriptions d'Essex—Windsor, de Windsor—Ouest, d'Essex—Kent et la mienne, Windsor—Sainte-Claire, ont élu des libéraux par d'écrasantes majorités et les électeurs y appuient encore massivement le gouvernement libéral.

Cela ne veut pas dire que nous ne devons pas profiter du débat pré-budgétaire pour présenter la liste de ce que nous voulons et pour faire connaître nos préoccupations au ministre des Finances et au gouvernement.

Windsor est un endroit spécial. C'est le centre de mon univers. C'est un endroit spécial en raison des rapports que les gens entretiennent entre eux, de la façon dont ils s'occupent les uns des autres et de leurs rapports avec le reste du pays. Ceux et celles qui ne connaissent pas la ville ont tendance à croire que Windsor est une ville de cols bleus et peut-être même une ville frontalière un peu rude. C'est exact, mais c'est aussi une ville très raffinée et très jolie.

Mme Clancy: Raffinée?

Mme Cohen: J'entends la députée de Halifax—Holt Renfrew. Windsor se compare avantageusement à Halifax sur bien des plans.

Windsor a une énorme base industrielle qui nous a aidés à nous sortir de la récession bien avant de nombreuses autres localités. Les trois grands de l'industrie automobile, soit Ford, General Motors et Chrysler, nous ont donné des emplois stables depuis quelque temps. Les produits que nous fabriquons à Windsor pour alimenter l'industrie automobile nous ont permis de développer une forte industrie d'outillage et une forte industrie de moulage, qui exporte maintenant un important pourcentage de sa production.

En plus des trois grands, il y a d'autres industries prospères à Windsor. Le casino du vapeur Northern Belle, qui a ouvert ses